Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 7 (1949)

Heft: 3

Artikel: L'organisation économique de l'espace européen oriental et le Plan Molotov

Autor: Adrian, A.H.

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-133073

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 16.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Documents

L'organisation économique de l'espace européen oriental et le Plan Molotov

par A. H. Adrian

Le 25 janvier 1949, une conférence économique réunie à Moscou avec la participation des représentants de la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie et la Tchécoslovaquie, décidait de créer un Conseil d'assistance économique mutuelle composé des pays assistant à la conférence. Cet événement a suscité dans l'opinion un intérêt mérité, mais de peu de durée. Depuis longtemps, en effet, on s'attendait à une initiative soviétique dans ce sens. Dès l'été 1947, on parlait d'un plan Molotov, équivalent pour l'Europe orientale du plan Marshall. Vers le milieu de 1948, une Union orientale aurait été étudiée dans la réunion des ministres des affaires étrangères des pays satellites de Moscou, à Varsovie ; mais la crise politique entre la Yougoslavie et le Kominform aurait contraint à renvoyer à un temps plus propice l'exécution de ce projet. La dissidence titiste se prolongeant, la conférence tenue par le Kominform en Crimée en octobre 1948 décida l'alliance économique des démocraties populaires, que devait matérialiser la constitution du Comité d'assistance mutuelle.

* * *

Pour procéder à l'organisation d'un bloc oriental groupant les nations que les victoires de ses armées faisaient entrer dans son orbite, l'U. R. S. S. disposait en 1945 de deux méthodes. La première était l'intervention directe, sous forme d'un appui à chaque parti communiste, de manière à faire de lui le centre de la vie politique de chaque pays visé, puis à lui permettre de prendre en mains tout le pouvoir. La seconde consistait à nouer entre Moscou et les pays de l'Europe orientale des accords serrés, susceptibles de constituer une base ou une collaboration étroite et permanente sur tous les plans, économique, politique, militaire même. La politique soviétique a, en fait, appliqué ces deux méthodes, qui, utilisées simultanément, ont eu toutefois une réalisation successive.

Nous laisserons de côté ici la première partie de cet ensemble, car notre propos n'est pas d'étudier les rapports politiques qui se sont établis entre l'U. R. S. S. et les pays voisins depuis 1945. La formation d'un bloc économique, qui retiendra notre attention, a comporté elle-même deux phases. Dans un premier temps, l'activité diplomatique russe s'est employée à conclure et à faire conclure toute une série d'accords bilatéraux entre elle et les pays de

l'Europe orientale, et entre ces pays eux-mêmes, tandis que l'emprise du capital soviétique sur l'économie de ces pays s'affirmait chaque jour davantage. Depuis la crise tchécoslovaque, une seconde phase est commencée, dans le but d'aboutir à une intégration plus ou moins totale de l'économie de l'Europe orientale tout entière dans celle de l'U. R. S. S.

* * *

I. — Les transformations profondes de l'Europe centrale et orientale depuis 1945

Les conditions politiques du lendemain de la victoire ont favorisé, autour de l'U. R. S. S., sous son égide et à son profit, le rapprochement des pays orientaux et danubiens : Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne, Roumanie, Bulgarie, Yougoslavie même, jusqu'au milieu de 1948. Une politique sans merci pour les adversaires du régime nouveau de la démocratie populaire, comme pour les moindres défaillances de ceux qu'il veut favoriser, a réussi à y canaliser toutes les énergies vers des réalisations positives. Tous ces peuples travaillent aujourd'hui à un rythme inconnu jusqu'alors dans leur pays. Partout les réalisations se multiplient.

C'est la Tchécoslovaquie qui, en un an, a augmenté le chiffre d'affaires moyen de l'ensemble de ses industries de 35,2 %, ce qui a permis une augmentation des salaires de 7 % et le maintien rigoureux de la stabilité des prix. C'est la Hongrie, dont l'industrie métallurgique a produit, en valeur mensuelle moyenne, environ 130 millions de florins en 1948, soit l'augmentation énorme, par rapport à 1947, de 74,3 %.

Les défauts du système, le contrepoids de mesures policières rigoureuses, le mécontentement d'un certain nombre de citoyens, sont des faits réels. Mais les Russes et les habitants de l'Europe orientale prétendent travailler aujourd'hui à longue vue : les générations qui peinent à présent dans de durs efforts transmettront aux générations futures des usines bien assises, des instruments de production d'un rendement meilleur, et d'immenses travaux, tel en Hongrie ce canal de jonction Danube-Tisza qui irriguera cinquante mille hectares de terres aujourd'hui stériles.

a) *Réformes agraires et production agricole*

La guerre, puis l'installation de régimes politiques axés à gauche, sinon ouvertement communistes, ont apporté de profondes modifications dans la structure économique des pays de l'Est européen. La grande propriété et le capitalisme étranger, qui y jouaient un rôle prépondérant, étaient destinés à disparaître. Les réformes de structure qui sont intervenues peuvent se grouper sous deux rubriques bien distinctes : sur le plan agricole, réforme agraire et expansion des coopératives ; sur le plan industriel, industrialisation poussée et nationalisations ; tandis que des réformes monétaires de circonstance et une politique d'investissements sur une grande échelle visaient à améliorer le niveau de vie des populations.

Les réformes agraires avaient peut-être pour but, dans la pensée de leurs auteurs socialistes communisants ou communistes, de constituer une classe nouvelle de petits propriétaires ruraux et d'affermir ainsi, grâce à la reconnaissance de ceux-ci, des gouvernements plus ou moins imposés par la force. En fait, elles ont répondu à un besoin urgent de redistribution des terres entre les individus d'une population rurale dont le nombre n'a cessé de s'accroître depuis vingt ans. Considérés comme à l'abri du besoin, les anciens propriétaires n'ont en général pas été indemnisés. Mais les bénéficiaires doivent payer à l'Etat une redevance égale à une récolte moyenne.

En même temps, la création ou le renforcement des coopératives a permis de tirer d'affaire ces nouveaux paysans trop pauvres ou trop peu expérimentés, et doit peu à peu conduire à des communautés kolkhoziennes. Les stations de tracteurs d'Etat en particulier, analogues aux M. T. S. soviétiques, sont à la fois des écoles, des centres de conseils et de propagande, et une des bases de la lutte contre les paysans aisés qui emploient encore de la main-d'œuvre salariée.

L'amélioration de la condition du prolétariat rural à la suite de ces réformes est très réelle ; mais il ne faut pas croire toutefois à une disparition de toutes les difficultés. En Pologne, par exemple, sur plus de 1.400.000 ouvriers agricoles, un peu plus de 100.000 seulement ont reçu de la terre. Surtout l'application rapide des partages de terre a fait tomber singulièrement les rendements. Aucun des satellites de l'U. R. S. S. n'a pu retrouver encore le niveau de 1933 dans les différentes branches de l'activité agricole. La récolte de 1948 a dans l'ensemble été bonne, et a permis, sauf en Tchécoslovaquie, de revenir à un ravitaillement presque normal des villes. Cependant voici, par exemple, les chiffres comparés de production du blé en Hongrie et en Pologne[1], en (millions de quintaux)

	1938	1948
Pologne	19,7	16,4
Hongrie	26,8	15,8

Les chiffres de 1938 sont loin d'être atteints, alors que les superficies ensemencées sont à peu près égales à celles d'avant guerre. En Tchécoslovaquie, l'indice général de la production agricole a péniblement atteint 70, pour la base 100 en 1937.

Partout les destructions massives de bétail pendant la guerre et l'occupation sont loin d'être compensées : en Bulgarie, par exemple, l'élevage est à l'indice 91 pour la base 100 en 1939. Dans le cadre des nouveaux plans économiques, l'aide de l'Etat doit s'intensifier par la mise à la disposition des agriculteurs de machines de plus en plus nombreuses, d'engrais en quantités importantes, de semences et de bétail sélectionnés, etc [2].

---

[1] Source : *Information et Documentation*, Bulletin hebdomadaire de l'agence « France-Presse », n° 236, (12 mars 1949,) p. 14-15.

[2] Voir BLANC H. : « L'an IV des démocraties populaires. I », dans *Information et Documentation*, n° 229 (5 mars 1949), p. 4.

b) *Transformations industrielles*

C'est dans le domaine industriel que des transformations plus grandes encore ont été accomplies et que le bilan des efforts a été couronné de succès. Les pays de l'Europe orientale étaient avant 1939 des nations presque uniquement agricoles et productrices de matières premières. La presque totalité de l'économie y était aux mains des banques et des participations étrangères. Afin de « se libérer », ces pays ont procédé à de très vastes nationalisations. Celles-ci, toutefois, ont été étendues plus ou moins largement. Les richesses minières, à l'exception du pétrole en Hongrie, sont passées partout entre les mains de l'Etat. De même les banques et les compagnies d'assurances. En Pologne, toutes les entreprises qui dépassent 50 ouvriers, en Tchécoslovaquie toutes celles qui font travailler plus de 200 ouvriers, ont été nationalisées. Le secteur socialiste couvre maintenant en Bulgarie 19 % de l'économie. Toutefois l'influence de l'artisanat et du petit commerce n'a pas totalement disparu : en Tchécoslovaquie elle couvre encore 25 % de l'activité totale. L'avènement du communisme s'est accompagné aussi d'une planification intégrale, qui a seule permis d'orienter l'économie vers le développement industriel. On sait les difficultés qu'éprouve en ce domaine un pays foncièrement agricole comme la Yougoslavie. En Pologne, le rapport entre les productions industrielle et agricole est aujourd'hui de l'ordre de 65 à 35, à peu près exactement inverse de la situation de 1939. En Hongrie, la production des mines est à l'indice 150 par rapport à 1937-1938. Le but immédiat des plans était évidemment la reconstruction, la réparation des dommages causés par la guerre, pour certains pays la satisfaction des réparations exigées par le vainqueur, pour tous le rétablissement rapide du niveau de vie d'avant guerre.

Cette période est maintenant passée, la fin de 1948 ayant vu l'achèvement des derniers plans à court terme. Le grand travail d'édification d'une économie industrielle socialiste a commencé. Son point de départ est en général beaucoup plus élevé que dans le domaine agricole. En Pologne, l'extraction du charbon a rejoint, avec 70 millions de tonnes, le niveau d'avant guerre, et la production industrielle générale est à peu près double de celle de 1937. En Tchécoslovaquie les chiffres de 1938 sont dépassés de 10 %. Le potentiel industriel de l'ensemble des pays de l'Europe orientale est à peu près le suivant [3] :

Charbon	100 millions de tonnes
Electricité	20 millions de kWh.
Coke.....	12 millions de tonnes
Acier	5 à 6 » » »
Pétrole.....	5 » » »
Gaz naturel.....	900 millions de m³

On connaît l'ambition des nouveaux plans à long terme et les chiffres de production, peut-être un peu optimistes, prévus pour 1952/1953. La production d'acier de la Pologne. par exemple, doit doubler, et l'industrie des machines-

[3] Chiffres donnés par H. Blanc : « L'an IV des démocraties populaires, I », dans *Information et Documentation*, nº 229, (5 mars 1949(, p. 4.

outils multiplier son activité par 20. En Bulgarie l'indice prévu à l'achèvement du plan quinquennal pour la production industrielle est de 213 (indice 100: 1949), celui du revenu national de 185.

Une telle industrialisation ne va pas sans difficultés. Le handicap le plus lourd est peut-être le manque d'ouvriers et de cadres spécialisés : la Pologne se propose de former en six ans 100.000 techniciens et 24.000 ingénieurs. La Hongrie a besoin de 300.000 travailleurs nouveaux dans l'industrie. Une redistribution de la main-d'œuvre et la déconcentration géographique sont nécessaires. La main-d'œuvre en surplus dans les mines est estimée à 30 % dans la Tchécoslovaquie ; en Pologne, en Hongrie, en Bulgarie, on tire les nouveaux ouvriers du surplus de la main-d'œuvre agricole. Il s'agit aussi d'élever la productivité du travail de manière à diminuer les prix de revient : les économistes d'Europe orientale fondent pour cela leurs espoirs sur l'« émulation socialiste », l'augmentation des normes de rendement, l'amélioration de l'organisation du travail.

Des transformations économiques telles que celles que nous venons d'indiquer ont eu des répercussions énormes sur le plan social. Des réformes habiles, rendues d'ailleurs nécessaires par l'ampleur de l'inflation, ont permis la fixation ou la stabilisation des diverses monnaies de l'Est européen à des taux relativement élevés. L'équilibre budgétaire a été réalisé à peu près partout en 1948, et des investissements s'élevant à 15 % du revenu national total ont pu être assurés. L'amélioration des salaires et la baisse organisée par l'Etat de certains prix ont amené une augmentation du pouvoir d'achat des paysans et des ouvriers, et un relèvement du niveau de vie très marqué. Par rapport à 1938, l'augmentation réelle des salaires dépasse 10 %, et la consommation par tête des denrées de première nécessité a plus que doublé. Mais l'ancienne classe riche vit beaucoup moins bien, et certaines catégories de fonctionnaires et de manœuvres sont très désavantagées.

II. L'EXPANSION ÉCONOMIQUE SOVIÉTIQUE

Le changement de physionomie de l'Europe orientale a surtout rendu possible une expansion du capitalisme et du commerce russes, auxquels l'Allemagne barrait jusqu'ici la route. Ce qu'on a appelé le plan Molotov, en effet, n'est pas né en un jour. Dès 1945, l'U. R. S. S. s'est efforcée de prendre la première place dans les relations économiques extérieures des pays slaves de l'Est qui sont ses voisins. Ce développement a suivi deux voies principales :

a) la conclusion de traités de commerce bilatéraux,

b) l'investissement de capitaux.

a) *Les traités de commerce bilatéraux*

L'ensemble des traités bilatéraux conclus entre l'U. R. S. S. et chacun des pays de l'Europe orientale entre 1945 et 1946, puis renouvelés, permet à Moscou de recevoir les principaux produits dont manque l'économie russe : matières premières tel le pétrole de Roumanie, produits finis comme les instruments de précision ou la verrerie de Tchécoslovaquie, les textiles de Pologne, minerais stratégiques encore, tel l'uranium tchèque. En revanche, l'U. R. S. S.

assure à ces pays la fourniture régulière soit de produits agricoles prélevés sur sa propre récolte, pour leur permettre de sauvegarder le minimum vital de leurs populations, soit de matières premières aux fins de transformation (les produits finis étant ensuite réexpédiés vers l'Est), de manière à maintenir un rythme régulier de travail aux ouvriers de ces pays.

Des accords ont été signés ainsi avec la Finlande (31 janvier et 9 mai 1945, mars 1946), la Hongrie (octobre 1945), la Bulgarie (9 mars 1945), la Roumanie (15 septembre, 28 octobre et 5 novembre 1945), la Pologne (7 juillet 1945, 12 avril 1946), la Tchécoslovaquie (septembre 1945 et avril 1946). Les échanges se font toujours d'après un montant global en dollars ou en monnaie nationale et suivant des listes de contingentement. Le coton d'une part, le blé et les céréales secondaires de l'autre, ont eu partout une place de choix. Les filatures de bas, par exemple, en Hongrie, dont la capacité de production est de 2 millions de mètres de tissu par an, ont reçu le coton en priorité ; les engagements hongrois envers l'U. R. S. S., qui devaient être exécutés en un an, s'élevaient, d'après le traité d'octobre 1945, à 25 millions de mètres de tissu. De même, lors de la terrible sécheresse de 1945, l'U. R. S. S. a accepté d'avancer à la Roumanie 38.000 vagons de produits alimentaires, soit 150.000 tonnes de blé et autant de maïs. De leur côté, les pays danubiens envoient vers l'Est, dans la mesure où le redressement de leur production agricole le permet, du maïs, du tabac, des bois ; et, à côté du pétrole et des dérivés, des produits manufacturés. L'U. R. S. S. achète tout cela à des prix sensiblement supérieurs aux prix mondiaux, supérieurs même aux prix intérieurs, ce qui lui permet de drainer vers elle la majeure partie du commerce.

Il ne faut pas oublier, d'autre part, que, parmi ces pays de l'Europe orientale, certains sont des pays ex-ennemis. En vertu des accords d'armistice, ceux-ci doivent payer à la Russie des réparations importantes : Finlande 300 millions de dollars, Hongrie 200 millions, Roumanie 300 millions. Les réparations sont exigibles en nature, par paiements annuels échelonnés de l'ordre de 50 millions. La charge est d'autant plus lourde pour les pays vaincus que les prix des marchandises livrées à ce titre sont sous-évaluées, de sorte que l'U. R. S. S. exige pour la somme fixée plus de marchandises qu'elle n'aurait réellement le droit de prélever. En Roumanie, par exemple, qui doit livrer au titre des réparations 150 millions de produits pétroliers, la valeur des livraisons est décomptée à un prix qui représente seulement 40 % du prix mondial, si l'on applique le change officiel du lei, et 15 % seulement si l'on compte la valeur du lei au marché libre. A la date du 1er septembre 1946, sur la base du prix mondial du pétrole, l'indemnité de guerre de 300 millions de dollars était déjà payée. Devant les difficultés très graves soulevées par ces obligations, et en tenant compte de l'alignement politique progressif de ces pays, l'U. R. S. S. a souvent accepté de réduire ces réparations. En mars 1946, le délai primitif de deux ans prévu pour le paiement des réparations finlandaises a été porté à six ans. En Hongrie, la date limite de paiement est maintenant le 21 janvier 1951. En Roumanie, les Russes ont accepté de réduire de moitié les 600 milliards de lei restant dus sur un total de 950 milliards, valeur des biens que de 1941 à 1944 les Roumains auraient évacués ou détournés de l'Ukraine, de la Bessarabie et de la Bukovine.

Dans l'ensemble d'ailleurs, en raison de l'état d'isolement économique dans lequel la chute de l'Allemagne a laissé les divers pays de l'Est européen et du manque de capitaux auquel ils ont à faire face, les traités économiques signés avec l'U. R. S. S. ont été assez avantageux pour ces pays.

Voyons l'exemple de la Pologne. Le 7 juillet 1945, un premier traité a prévu pour le second semestre de cette année des échanges s'élevant à la somme de 120 millions de dollars, se partageant par moitié entre exportations et importations. Cette somme a été dépassée de 10 % dans les trois derniers mois, la Pologne livrant entre autres environ 4 millions de tonnes de charbon et 20 millions de mètres de tissus, et recevant près de 200.000 tonnes de minerais divers. Peu après, un autre accord est intervenu : moyennant certains avantages réciproques, consistant notamment dans l'appropriation du matériel allemand situé en territoire polonais, et d'un pourcentage des prélèvements opérés en Allemagne même (10 à 15 %), Varsovie s'est engagé à fournir à l'U. R. S. S. sur l'extraction des mines de Silésie, et pendant toute la durée de l'occupation en Allemagne, 8 millions de tonnes de charbon en 1946, 14 millions chaque année entre 1947 et 1950, 12 millions ensuite. A la date du 1er janvier 1946, la Pologne avait pu recevoir ainsi 2000 locomotives et 20 petits navires de guerre. Elle se procure dans un pays voisin les marchandises qu'elle faisait venir autrefois de divers pays européens et même d'outre-mer, et qu'aujourd'hui elle ne pourrait pas importer à cause de sa pénurie de devises. Au lieu d'exporter à des prix peu élevés le bois, le beurre, la viande, pour se procurer des livres ou des dollars, elle se contente d'envoyer en Russie du charbon dont elle n'a aucune gêne à se priver.

b) *Les sociétés mixtes*

La pénétration économique de l'U. R. S. S. en Europe orientale et danubienne a été mieux assurée par la main-mise du capital soviétique sur les grandes branches d'activité. Les accords de réparations dont nous avons parlé ont été un premier moyen. Pour la partie des réparations en nature dont les livraisons leur incombaient, les entreprises nationales ou nationalisées de certains pays de l'Est ont préféré céder à l'occupant une part de leur capital. Les aciéries de Rehsitza, par exemple, en Roumanie, se sont acquittées en accordant à l'occupant 30 % du capital nominal de la société. Bien plus souvent, les Russes se sont offerts eux-mêmes à aider les pays vaincus à reconstruire leur économie, en acceptant de former des sociétés mixtes englobant un même domaine d'activité. Ils s'y sont vite assuré la majorité absolue sans bourse délier : en effet, leur part est constituée d'un côté par les avoirs allemands saisis, de l'autre par le matériel qu'ils ont fourni ; les divers pays faisaient, eux, apport de leurs installations et de leurs capitaux. C'est dans le domaine des transports et dans celui de l'industrie pétrolière que l'activité soviétique a été la plus grande.

En Roumanie il existe aujourd'hui six « Sovrom », dont la dernière a été créée en janvier 1949 : la « Sovromtransport », dont l'activité s'étend, par des filiales spécialisées, aux transports routiers, aériens, et à la navigation fluviale et maritime ; la « Sovromlemu » qui exploite le bois, la « Sovromchim » pour

les usines de produits chimiques, la « Sovromtractor » qui doit fournir à l'agriculture roumaine une partie importante de son outillage ; la « Sovrompetrol » enfin, et la Société soviéto-roumaine pour l'exploitation du gaz naturel. Ces groupements fonctionnent sous forme de sociétés anonymes sur le modèle des entreprises capitalistes américaines, avec répartition égale des actions entre la Roumanie et l'U. R. S. S., à cette restriction près qu'elles doivent, comme toutes les entreprises en Roumanie, se soumettre aux directives de l'Etat pour le plan de production et de répartition. Le capital de la « Sovrompetrol, » par exemple, s'élève à 5 milliards de lei, divisé en 5 millions d'actions nominatives de 1000 lei chacune, réparties ainsi : 2.500.000 actions au groupe soviétique, 2.500.000 au groupe roumain. L'apport du premier groupe comprend : les installations, tubes et matériel nécessaire aux travaux d'exploration et d'exploitation jusqu'à concurrence de 740.300.000 lei ; les actions des neuf anciennes compagnies détenues antérieurement par les Allemands : Concordia, Columbia, Buna Speranta, Explora, Mortica Romana, Sardep, Sarpetrol, Transpetrol et Continental Oil. L'apport roumain est formé par les terrains disponibles en exploration, les actions détenues par les deux sociétés « Creditul Minier » et « Redeventza » pour 1.100.000 lei, 50 % des redevances dues chaque année à l'Etat jusqu'à égalisation des apports des deux groupes fondateurs. En Roumanie toujours et sur le même modèle, fonctionne un Institut soviéto-roumain pour l'exploitation de la houille et de ses dérivés. L'U. R. S. S. a aussi obtenu la création, à côté de la Banque Nationale roumaine, d'une banque mixte, destinée à financer l'industrie roumaine.

En Hongrie, un accord d'octobre 1945 a créé une série d'organismes combinés, mi-hongrois, mi-soviétiques, chargés de diriger et de développer l'industrie, et dans lesquels l'U. R. S. S. s'est réservé 50 % des capitaux. Des cartels de ce genre ont été constitués pour les industries du fer et de l'acier, les champs pétrolifères, les raffineries de pétrole, le matériel agricole et électrique, la navigation sur le Danube. On se souvient que la Commission de contrôle alliée siégeant à Budapest s'en était effrayée à juste titre et que le parti des petits propriétaires s'était opposé pour un temps à la conclusion de l'accord [4].

III. — Le premier essai d'organisation avec participation yougoslave

Avec la fin de la période de reconstruction d'une part, et en raison des incidences, pour le moins psychologiques, qu'a eues l'offre Marshall en été 1947, de l'autre, la situation de l'Europe orientale et de l'U. R. S. S. a évolué sensiblement. Le problème d'une organisation réelle de l'Europe orientale, et non plus seulement d'un expansionisme économique russe, s'est présenté comme une nécessité de coordination des plans et des activités qui devaient être examinés dans le cadre de chaque nation et ensuite sur le plan international.

---

[4] Sur l'expansion économique de l'U. R. S. S. dans les pays de l'Europe orientale, on trouvera des détails dans l'article que j'ai publié dans la *Revue internationale*, nº 11 (décembre 1946), p. 415-424.

Le déséquilibre que l'on enregistre en Europe orientale et danubienne par l'excédent de la population rurale sur la population ouvrière déterminait, avons-nous dit, un processus de déséquilibre se répercutant sur la manière de vivre de ces pays, qui se trouvaient dans la nécessité d'employer dans la vie économique leur main-d'œuvre excédente. A cela s'ajoutait, dans l'esprit des nouveaux dirigeants de gauche, la volonté d'assurer « leur indépendance vis-à-vis des puissances impérialistes ». C'est de ces considérations que s'inspirent les plans à long terme qui tous visent à une transformation radicale de l'économie par une industrialisation à grande échelle. Mais la nécessité de n'opérer que des transformations progressives et supportables, en fonction des structures antérieures, a laissé subsister des différences notables entre les divers pays.

Ces Etats ont élaboré leurs plans indépendamment les uns des autres et pour un délai différent. Leur financement varie beaucoup : il est assuré soit par un système très rigoureux d'impôts — prélèvement sur la fortune et sur les profits retirés de la spéculation, imposition progressive des grands revenus — soit par les profits des entreprises commerciales et industrielles nationalisées (Tchécoslovaquie), soit par la fortune des coopératives (Bulgarie). Surtout, ce développement général de l'économie des pays de l'Est, dans un même sens, pose la question d'une concurrence éventuelle. On peut se demander si cette industrialisation à peu près analogue ne va pas engendrer entre eux la rivalité plutôt que la bonne coopération. L'U. R. S. S. s'est certainement posé la question, et, vers le milieu de l'année 1947, ce qu'on a appelé le plan Molotov a fixé à chaque nation sa tâche spécifique.

Le pacte de Bled, signé entre la Yougoslavie et la Bulgarie en août 1947, peut être considéré comme la clef de voûte d'un système d'après lequel ont été réalisés tous les pactes successifs d'amitié et de mutuelle assistance qui unissent entre eux tous les pays de l'Europe orientale, à l'exception de la Tchécoslovaquie avec la Hongrie, et de la Pologne avec la Roumanie. L'accord de Bled prévoyait une division du travail entre les économies yougoslave et bulgare : les tracteurs, par exemple, seraient fabriqués en Yougoslavie, la soude de calcium produite en Bulgarie, chacun pourvoyant aux besoins de l'autre. En même temps, la production d'articles standardisés était envisagée par les deux pays : prélude à une standardisation industrielle internationale destinée à jouer un rôle important dans la coopération des économies planifiées. Si les machines et les pièces détachées sont fabriquées selon les mêmes normes, il sera possible, d'une part, de fabriquer les articles d'industrie pour tous les partenaires là où les conditions sont les plus favorables, d'autre part, d'accomplir des tâches techniques d'une envergure dépassant les possibilités individuelles de chaque pays. D'après l'accord de Bled, par exemple, les chemins de fer bulgares et yougoslaves devaient être électrifiés d'après un plan commun.

Un accord polono-tchécoslovaque analogue a divisé entre les deux pays la production des divers types de machines-outils et préparé l'établissement de normes communes étudiées par des comités mixtes. Ces deux pays ont introduit en même temps un échange de leurs expériences scientifiques et techniques. La Pologne s'est chargée de couvrir le déficit de son partenaire en énergie électrique en installant une puissante conduite à grande distance. La construction d'un canal Danube-Oder-Vistule enfin a été projetée et commencée.

Non moins importants ont été les accords entre Belgrade et Budapest. D'après un traité d'investissement, la Hongrie entreprit la création en Yougoslavie d'usines complètes d'une valeur de 120 millions de dollars, en compensation de quoi elle devait recevoir d'importantes matières premières. De leur côté, les Yougoslaves devaient assurer la production en Hongrie, et grâce à leur abondance dans le domaine de l'énergie électrique, de 10.000 tonnes d'aluminium.

IV. — L'organisation économique de l'espace européen oriental en 1948

Le plan conçu par l'U. R. S. S. s'appuyait essentiellement sur la Tchécoslovaquie et la Hongrie. La première devait être la pourvoyeuse de tous les pays satellites en produits industriels. Le plan biennal, pour les années 1947-1948, répondait à ces projets. Aucun accroissement n'était prévu pour la production agricole, sauf pour l'élevage et les cultures industrielles (graines oléagineuses : 43 %). Par contre, tous les efforts devaient porter sur le maintien de l'intensive surproduction obtenue par les Allemands pendant toute leur occupation. Quant à la Hongrie, sa volonté d'industrialisation, nécessaire pour absorber deux millions d'ouvriers agricoles en surplus, devait lui valoir une place importante dans le système nouveau orientalo-danubien. Sa faiblesse en charbon et en énergie électrique est compensée par sa richesse en bauxite et son autonomie en matière de pétrole. Un de ses atouts était d'avoir ses fournisseurs et ses clients groupés de temps immémorial autour d'elle, de sorte qu'elle était capable d'entrer directement dans le bloc autarcique de l'Est. De plus, bien que ses rapports commerciaux avec la Grande-Bretagne et les Etats-Unis n'aient jamais été très étendus, les ponts n'étaient pas coupés avec l'Ouest en 1947, et un rôle de courtier pouvait lui revenir. Le plan triennal réservait un chapitre IX ainsi libellé : « Investissements supplémentaires (en cas d'emprunt étranger) : 150 millions de dollars. »

a) *L'échec du premier essai d'organisation*

Deux événements ont obligé M. Molotov à reprendre les bases premières de son plan au cours de l'année 1948 : l'échec du plan biennal tchécoslovaque et la condamnation de Tito.

Les résultats en Tchécoslovaquie n'ont pas répondu à ce que les Russes attendaient ; du fait peut-être des changements politiques et du trouble des esprits en 1948. L'extraction de la houille n'a pas sensiblement dépassé 17 millions de tonnes ; celle du minerai de fer a été de 1.500.000 tonnes seulement ; l'industrie sidérurgique a produit environ 2 millions de tonnes d'acier et 1.700.000 tonnes de laminés. Le plan n'a pu être exécuté pour la fabrication des machines (91 % seulement), celle des vagons (85 %), celle des automobiles et camions. L'industrie textile n'a pas fait mieux (moyenne de réalisation

90 %). La sécheresse de l'année 1947 a provoqué une diminution du revenu national évaluée à 16 millions de couronnes, et les importations de blé, rendues nécessaires, ont lourdement grevé la balance commerciale. La révolution politique ayant fait peur à l'épargne, on a dû diminuer notablement les investissements prévus. Le rendement, d'autre part, reste très inférieur, même à celui de 1937 (environ 80 % dans les charbonnages), et l'absentéisme atteint jusqu'à quinze heures par mois et par homme dans les industries nationalisées.

Bien plus graves ont été les conséquences de l'affaire Tito. La condamnation du régime de Belgrade par le Kominform a d'abord mis à terre tous les projets de coopération économique entre les pays de l'Europe sud-orientale dont nous avons déjà parlé, et avant tout l'accord de Bled, fondement du système. D'autre part, les Yougoslaves, mis au ban de la société communiste pour leur politique nationaliste, n'ont pas manqué de faire ressortir qu'au fond les objectifs atteints par le quatrième plan quinquennal soviétique ne lui permettaient pas de satisfaire les besoins économiques des démocraties populaires sous son contrôle. Cette carence partielle et l'exemple de Tito n'ont pas été sans provoquer des remous dans l'Etat, dont la naissance du Kominform fut comme une reconnaissance officielle. En Pologne, par exemple, l'affaire Gomulka et la signature du très important accord commercial avec Londres ont été la cristallisation du désir d'affranchissement de la majorité des dirigeants.

Entre les satellites eux-mêmes, les exigences économiques se sont durcies ; les trois pays industrialisés du Nord : Pologne, Tchécoslovaquie et Hongrie, réclament de l'outillage, des denrées alimentaires, et ceux du Sud, essentiellement agricoles, des matières premières pour une industrie naissante et des produits finis. La question des prix très faibles auxquels l'U. R. S. S. achète les produits dont elle a besoin s'est presque changée en une mauvaise querelle : la Pologne proteste d'être obligée de vendre son charbon 1,20 dollar la tonne au lieu du prix mondial qui varie de 14 à 20 dollars ; la Tchécoslovaquie a été obligée en 1948 d'emprunter à Moscou 23 millions de dollars à 3 ½ % d'intérêt, alors que la Banque Export-Import demande seulement 2 ½ % quand il s'agit d'avances à court terme.

Ajoutons à cela que le gouvernement de Moscou n'a pas pu ignorer les résonances provoquées par la mise en route du programme Marshall ; on sait dans quelles conditions la Tchécoslovaquie a dû renoncer à y prendre sa part. Aussi un nouveau réseau d'accords a-t-il été signé avec la Hongrie, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, l'Albanie, ou entre les satellites, fussent-ils aux deux pôles de la sphère soviétique, telles la Bulgarie et la Finlande. Le type de ces traités est celui signé par exemple à Moscou en décembre 1948 par le président du Conseil tchèque M.Zapotocky. Aux termes de cet accord, la Tchécoslovaquie doit recevoir des devises étrangères et de l'or de l'U. R. S. S., en même temps que des matières premières en provenance des autres satellites, pour lui permettre de commercer avec l'Occident. N'ayant pas réussi à en faire le centre industriel de sa zone, Moscou se propose maintenant d'en faire le courtier de l'Europe orientale avec l'Ouest, par l'intermédiaire duquel seraient contrôlées et distribuées les ressources venues de l'Ouest. De même, vers la Pologne, l'augmentation des exportations reçues en 1949 doit être de 35 % par rapport à l'année précédente ; vers la Hongrie, de 200 % ; vers la Bulgarie de 20 %.

b) *Le combinat Bohême-Silésie*

Une construction en partie nouvelle remplacera, au profit de tous les partenaires du bloc oriental, la Tchécoslovaquie : c'est le combinat Bohême-Silésie. Il s'agit de faire de la Silésie polono-tchèque une nouvelle Ruhr, l'équivalent du combinat Oural-Kouznetsk pour l'U. R. S. S. Rien ne sera fait désormais pour améliorer l'agriculture tchécoslovaque, dont le niveau est et restera très inférieur à celui de 1937 : 1.850.000 tonnes de céréales panifiables contre 3 millions en 1937, 1.580.000 tonnes de graines fourragères contre 2.410.000, 4.680.000 tonnes de pommes de terre contre 9.850.000. Au reste, les migrations de populations survenues dans la région des Sudètes et l'incertitude générale consécutive à la réforme agraire ne seraient guère favorables à une reprise sensible de la production. Ce sont ses voisins qui nourriront la Tchécoslovaquie : partiellement la Hongrie, dont le redressement est brillant depuis la réforme monétaire, et surtout la Pologne, grâce à ses immenses plaines du Nord. Ce pays n'importait déjà en 1936 que des quantités négligeables de produits alimentaires et en exportait pour un chiffre voisin de 30 % du total de ses exportations. Le plan de développement économique laisse à l'agriculture une grande liberté, et la politique des salaires et des prix favorise le développement des cultures industrielles et de l'élevage ; le système nouveau de l'agriculture y est particulièrement accéléré, et la Tchécoslovaquie peut compter sur les céréales et les pommes de terre polonaises.

Par contre, la Bohême, seule région industrialisée avant 1944, devra conserver l'avance qu'elle possède ainsi sur ses voisins. Les livraisons régulières de charbon silésien empêcheront ses industries transformatrices de manquer de sources d'énergie, tandis que ses produits finis iront améliorer le standard de vie de l'agriculteur et du mineur polonais ; seule l'industrie textile conservera en Silésie toute l'importance qu'elle avait acquise avant la guerre.

La réalisation complète de ces projets n'est pas immédiate, mais le départ qui a été pris laisse bien augurer de l'avenir. Un traité de commerce bilatéral a été signé pour une période de cinq années : juillet 1948-juillet 1952, les contingents annuels devant être revus chaque année à la lumière de l'évolution antérieure. Les échanges effectués à ce jour ont atteint 1500 millions de couronnes. La Pologne a envoyé à sa partenaire, outre le charbon et les produits alimentaires, des produits chimiques, du zinc ; elle en a reçu des machines, des biens de consommation, tels que chaussures, pneus, automobiles, cycles... Le complexe Bohême-Silésie a commencé à jouer efficacement son rôle de bastion industriel de l'Europe orientale, puisqu'il a livré en une année pour 3161 millions de couronnes de produits de forges, 3048 millions de machines, de véhicules et d'appareils électriques, 1646 millions d'articles en cuir et en caoutchouc, 1223 millions de produits de verrerie.

Le traité a créé aussi dans le domaine industriel un grand nombre de commissions mixtes, en vue de promouvoir une collaboration toujours plus étroite et d'ouvrir la voie à une intégration graduelle des économies. Les dirigeants des deux Etats veulent éviter avant tout les chevauchements et les développements concurrentiels : les Polonais, par exemple, paient désormais les alternateurs tchécoslovaques alimentés par les charbons à basse teneur des bassins

d'Auschwitz en fournissant de l'électricité à l'industrie morave ; ils ont accepté d'absorber l'excédent de la production tchèque de coke, au lieu de construire chez eux de nouvelles cokeries. Entre Katowice et Moravska-Ostrawa doit être installé un complexe sidérurgique produisant annuellement 5 millions de tonnes d'abord, 10 millions au bout de douze ans de travaux. Le plan de six ans polonais prévoit la mise en chantier, aujourd'hui commencée, d'une aciérie dont la capacité atteindra 1.500.000 tonnes. La coordination des transports est un autre aspect capital de la construction de la « nouvelle Ruhr ». Les deux Etats se sont engagés à traiter, au point de vue tarifaire, les marchandises en transit d'un Etat à l'autre comme leurs propres marchandises. La Tchécoslovaquie reçoit ainsi en transit la totalité de ses importations de minerai de fer de Suède (soit les quatre cinquièmes de ses importations totales). La Pologne lui a accordé une zone libre dans le port de Stettin, qu'elle équipera à ses frais.

Dans cette construction, les pays satellites ne sont pas les seuls à joindre leur puissance nouvelle à celle de l'U. R. S. S. Celle-ci possède, dans sa zone d'occupation en Allemagne, un bastion avancé qui travaille exclusivement à son profit. Le programme biennal qui a été dressé, appelé « plan allemand » par opposition au plan américain pour les zones occidentales, se heurte aux difficultés rencontrées pour se procurer les matières premières, qui ne viennent plus de l'Ouest. La zone soviétique ne possède évidemment pas les richesses de la Ruhr, mais sa production de lignite est énorme : elle dépasse 100 millions de tonnes aujourd'hui, et les prévisions pour 1950 sont voisines de 125 millions. Complément du combinat Bohême-Moravie, la Saxe assurera à l'U. R. S. S. et aux Etats du Sud-Est des livraisons importantes de machines et de produits chimiques [5].

V. — Conclusion
Le Conseil économique d'assistance mutuelle

C'est sur cette toile de fond qu'est intervenue la création du Conseil d'assistance économique mutuelle, en lequel on a vu tout de suite sur le plan économique une réplique du Kominform. Il comprend provisoirement six membres : U. R. S. S., Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie ; mais il est ouvert, dit le communiqué officiel du 25 janvier, à tous les pays d'Europe qui respecteront ses principes. L'adhésion de l'Albanie paraît certaine à plus ou moins longue échéance ; celle de la Finlande est plus douteuse. La clause, en ce qui concerne la Yougoslavie, semble être une invitation spéciale, rendue plus pressante par le blocus diplomatique et économique que les pays du Kominform exercent contre elle. On a parlé d'une intégration possible de la zone soviétique d'occupation en Allemagne, et même en Autriche. Les milieux

[5] La situation économique du bloc oriental dans le plan de la conjoncture mondiale a fait l'objet d'une étude que j'ai publiée dans les *Cahiers du Monde nouveau*, février 1949, p. 45-63, sous le titre : « Autour du plan Marshall ».

communistes se sont plu à souligner le caractère démocratique de la nouvelle organisation. Le Conseil reconnaît l'égalité économique des nations participantes et ne prendra de décisions qu'avec le consentement de chaque pays intéressé. En fait, on sait que, depuis la fin de la guerre, l'U. R. S. S. a montré clairement qu'elle n'entend laisser aucune initiative aux pays sous son obédience. Le but du gouvernement de Moscou est donc certainement de présider à une coopération économique plus étroite encore entre elle et les démocraties populaires d'une part, entre ces dernières de l'autre. Plus sûrement que par le passé, elle arbitrera les difficultés et les frictions, et imposera à tel ou tel plan national les modifications nécessaires pour le mettre en harmonie avec les autres. De plus, des documents sûrs permettent d'affirmer que les satellites participant à l'organisation d'assistance mutuelle ne pourront plus désormais, sans en référer à celle-ci, passer des accords commerciaux avec l'Ouest, même sous la forme d'arrangements de troc. Moscou surveillera ainsi, plus étroitement que par le passé, les accords de ses partenaires, soit avec les pays liés aux Etats-Unis par le plan Marshall, soit avec ceux qui restent encore en dehors de l'O. E. C. E. : la tendance est de limiter au strict nécessaire les échanges entre l'Est et l'Ouest.

Cette politique d'autonomie orientale n'ira pas sans difficultés ni déboires pour les pays de l'Europe centrale et danubienne. Le rouble n'a pas la force nécessaire pour financer entièrement le déficit de la balance des comptes de l'ensemble des pays satellites, que l'on peut évaluer à environ 500 millions de dollars par an. Il n'en reste pas moins qu'une coopération aussi étroite, sous une direction unique qui n'hésite pas à briser tous les obstacles, est, dans le domaine économique, gage de succès. Les résultats déjà atteints, d'ailleurs, doivent faire réfléchir les Etats-Unis et leurs amis occidentaux. Il ne leur est pas inutile de se demander sérieusement si le temps travaille pour eux.

A. H. ADRIAN.